



IDÉES
Une gouvernance sexiste
et inéquitable
Page B 5



ARCHITECTURE
Un souffle de créativité venu d'ici
Page B 6

PERSPECTIVES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le retour des enveloppes brunes ?

Le financement par l'État des partis politiques avait été instauré pour assainir et développer la vie démocratique du pays

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Thomas Mulcair, le coloré député du NPD, l'a dit le premier: l'abolition du financement gouvernemental des partis politiques pourrait ramener les enveloppes brunes, remplies d'argent non déclaré, sur la scène fédérale. Mulcair n'est pas le seul à penser ainsi. «Une campagne électorale coûte très cher. Si les contraintes de financement sont trop élevées, les gens vont les contourner parce qu'ils n'auront pas le choix», expliquait cette semaine une source bloquiste désirant garder l'anonymat.

Les critiques à l'encontre du changement proposé par les conservateurs ont fusé de toutes parts cette semaine. Le groupe Démocratie sous surveillance l'a condamné lui aussi. Le système actuel «est le seul élément qui introduit une forme de proportionnelle dans notre système électoral», explique Duff Conacher, le responsable de l'organisation. Le Parti vert n'a pas de député, mais il nous apparaît juste qu'il reçoive l'appui des électeurs.»

L'organisme plaide toutefois pour une diminution du montant, afin de le ramener à 1 \$ par vote obtenu. «Le montant avait été déterminé de manière arbitraire, pour combler le manque à gagner des libéraux. C'est devenu une subvention plutôt qu'un financement de base.»

La chef du Parti vert, Elizabeth May, ne contenait pas sa rage. «C'est un calcul astucieux de la part de M. Harper de mettre le Parti libéral en faillite. Et si le Bloc québécois et le Parti vert sont des victimes collatérales, il n'en a cure!» lance-t-elle en entrevue. Mme May rappelle que M. Harper avait menacé de boycotter le débat des chefs pendant la campagne électorale si elle y était invitée. «Les critiques qui ont fusé par la suite ont démontré que la population veut que le Parti vert fasse partie du paysage politique.»

Pour comprendre l'importance de l'allocation de 1,95 \$ par vote versée par l'État aux partis politiques, il faut remonter dans le temps. En 2002, le Parti libéral de Jean Chrétien a été attaqué de toutes parts pour ce qui est devenu le scandale des commandites. Le système de ristournes versées au Parti libéral du Canada par les bénéficiaires de plantureux contrats gouvernementaux n'avait pas encore été mis au jour par le juge Gomery, mais les doutes commençaient à poindre. Jean Chrétien — en mal d'héritage politique, selon certains — a alors surpris tout le monde en déposant une loi sur le financement populaire des partis politiques.

L'idée était de réduire au maximum les dons des entreprises, des syndicats et des groupes de pression (à 1000 \$ au plus) et ceux des individus (à 5000 \$ au plus) pour éviter toute influence indue sur les politiciens. L'État compenserait les revenus perdus par une allocation de 1,75 \$ par vote obtenu, montant indexé sur l'inflation. À l'époque, l'équipe Chrétien a présenté cette mesure en soulignant son équité.

«Nous voulons donner la chance à tout le monde de venir ici [au Parlement] et de servir le peuple. L'argent ne fera pas de différence», avait alors dit le premier ministre Chrétien. Il mentionnait le système électoral américain comme l'exemple à ne pas suivre. «Aux États-Unis, l'aptitude d'un individu à occuper un poste électif est d'abord évaluée à sa capacité d'amasser des fonds substantiels plutôt qu'à son intellect ou à sa capacité de diriger. [...] Nous ne voulons pas de ça au Canada.»

La réforme Chrétien n'a pas été bien accueillie par ses propres troupes: le président du PLC, Stephen LeDrew, l'a qualifiée «d'aussi stupide qu'un sac rempli de marteaux», et certains de ses députés, qui voyaient bien la crise finan-

cière que cela augurait, ont rouspété sous prétexte que le parti séparatiste de Gilles Duceppe ne devrait pas recevoir de subsides de l'État fédéral. Chrétien a cependant gardé le cap.

Car il avait beaucoup d'appuis: le Bloc québécois jubilait, le NPD applaudissait, le Parti progressiste-conservateur de Joe Clark était lui aussi d'accord. Une seule note discordante: celle d'un certain Stephen Harper, chef de l'Alliance canadienne.

«Nous allons nous opposer à toute initiative prévoyant l'augmentation du financement direct des partis politiques par les contribuables», déclarait-il à l'époque. Tout soutien public aux partis politiques doit provenir de dons volontaires et non de formules mathématiques fondées sur les résultats d'élections précédentes. Selon lui, même les plafonds de 5000 \$ ont été conçus pour le PLC, accro aux dons de gens et d'entreprises bien nantis, parce que Monsieur et Madame Tout-le-monde ne sont pas capables de donner autant. «En 2001, les libéraux ont reçu de l'argent de moins de 5000 personnes, et les sommes ainsi recueillies n'ont totalisé que 19 % de tout leur financement. La même année, ce sont 50 000 personnes qui ont versé de l'argent à l'Alliance canadienne, et cet argent a représenté plus de 60 % de son financement», expliquait-il.

VOIR PAGE B 2: ENVELOPPES

Gestion de projets

Inscrivez-vous à notre populaire programme en gestion de projets! Cette formation pratique s'adresse aux gestionnaires et professionnels qui désirent suivre un programme approfondi. Les cours sont offerts une fois par semaine, en soirée, commençant le **12 janvier 2009**. Le contenu de ce programme est conforme aux normes reconnues mondialement par le Project Management Institute (PMI®).

■ (514) 398-5454 | www.mcgill.ca/conted-general

Une carrière en traduction vous intéresse?

Un certificat ou un diplôme en traduction peut vous donner accès à une profession langagière en pleine expansion.

Une soirée d'information au cours de laquelle on présentera les exigences et le contenu des programmes se tiendra le **6 janvier 2009**, au 688, rue Sherbrooke Ouest, salle 1025, à 18 h.

■ (514) 398-1484 | www.mcgill.ca/conted-translation



McGill
Centre d'éducation permanente

PERSPECTIVES

Cynisme
et démagogie

GIL COURTEMANCHE

C'est souvent en temps de crise qu'on peut juger de la hauteur d'esprit et du sens des responsabilités des politiciens. Certains mettent entre parenthèses leurs ambitions et font appel à la collaboration de tous, laissant au placard les idéologies. D'autres, les médiocres et les cyniques, voient dans la crise une occasion rêvée de profiter du désarroi populaire pour satisfaire leur besoin de pouvoir ou pour imposer des mesures qui, en des temps plus prospères, provoqueraient des levées de bouclier, sinon la révolte ouverte.

Plutôt que de se retrousser les manches, de demander la coopération de tous et de plancher sur le sauvetage des emplois et la relance de l'économie, Jean Charest a utilisé la crise pour se doter d'une majorité. Stephen Harper, pour sa part, pousse le cynisme et l'opportunisme encore plus loin.

D'une part, il dit que la crise peut attendre quelques mois puisqu'il ne proposera de plan de relance que lors de la présentation du budget l'année prochaine. D'autre part, il soutient que la crise est telle que le gouvernement doit dès maintenant changer radicalement le paysage politique canadien. Quel paradoxe!

Les premiers qui paieront seront les fonctionnaires fédéraux. Faut-il rappeler que les syndicats de la fonction publique fédérale ont fait preuve, ces dernières années, d'un véritable sens des responsabilités et de la mesure. Qu'à cela ne tienne, selon Harper, ils pourraient mettre la relance en danger en étant trop gourmands. Des grèves pourraient mettre la stabilité du pays en danger. Et voilà le premier coup de massue: suspension du droit de grève. Mieux, voilà l'occasion de s'attaquer à l'équité salariale et d'empêcher le recours aux tribunaux pour en décréter l'application. Faut-il rappeler que les gouvernements attendent toujours les jugements des tribunaux supérieurs pour mettre en œuvre des principes qu'ils ont théoriquement adoptés? Et, finalement, ministres, députés et fonctionnaires devront se serrer la ceinture. Quel plan de relance!

Fixons les salaires par décret, s'est dit Harper, cela me donnera quelques années de tranquillité et de repos. Difficile, cependant, de voir comment une croissance modérée des dépenses de la fonction publique créera dans l'immédiat des emplois dans l'industrie automobile ou dans l'industrie forestière. Plus fondamentalement, pour des raisons idéologiques, le Canada sera le seul pays dans le monde à lutter contre la crise en sabrant dans les dépenses gouvernementales. Nous sommes dans le fondamentalisme politique, une sorte d'aveuglement quasi religieux qui relève de la pensée magique.

Dans les pays autoritaires, on ne se gêne pas pour interdire les partis qui constituent une menace pour le pouvoir établi. Ici, cela ne se fait pas. Imaginons la réaction si le gouvernement Harper présentait un projet de loi visant à interdire le Parti libéral ou le Parti vert. C'est pourtant ce que ce gouvernement tente de faire de manière détournée en abolissant le financement public des partis. Le prétexte est risible: épargner en temps de crise une somme de 30 millions, et permettre aux citoyens d'assurer eux-mêmes la qualité de la démocratie canadienne par le financement populaire. En plus d'être le seul pays au monde qui lutte contre la crise en réduisant l'argent injecté dans l'économie, le Canada deviendra le seul pays occidental à ne pas assurer un financement public des partis politiques.

Cet homme a été élu, entre autres, parce que, après le scandale des commandites, il militait pour une plus grande transparence, une éthique de la vie politique. Or, la première conséquence de l'abolition du financement public des partis sera de recréer les conditions qui ont entraîné le scandale des commandites. C'est le retour au financement clandestin des partis, aux dons en argent comptant, aux échanges de services entre entreprises et partis. Nous retournons au Moyen Âge du financement des partis.

Le pari outrageusement cynique de Stephen Harper, c'est que l'opposition n'osera pas provoquer des élections et que, lors de la prochaine campagne électorale, il fera face à des partis si faibles financièrement qu'il obtiendra cette majorité qui lui a échappé deux fois.

Machiavel ne s'est pas retourné dans sa tombe jeudi, il a esquissé un sourire admiratif.

Cynisme et démagogie, rien n'arrête Mario Dumont pour sauver sa petite entreprise politique de la faillite. En 1976, les libéraux avaient distribué la «piastre à Lévesque» qui ne valait que 60 cents. En 1980, les organisateurs fédéralistes écumaient les maisons de retraite et annonçaient aux vieux effarés qu'ils perdraient leur pension de vieillesse s'ils votaient «oui». Si on examine les résultats de 1980, on doit avouer que la démagogie fonctionne parfois. Mario est un grand spécialiste de la démagogie. Lors du débat, il a fait un lien entre pauvreté et criminalité, entre droits autochtones et drogue et contrebande.

Désespéré à l'idée de se retrouver avec une dizaine de marionnettes sur les bancs de la deuxième opposition, il s'est dit «à soir on fait peur au monde», et, avec son grand sourire d'ado candide, il est allé jeter l'effroi chez les amis. Je suis rarement d'accord avec les propos de Jean Charest, mais sur cet incident il a exprimé exactement ce que je pense: «Un politicien qui tient de tels propos n'est pas digne de siéger à l'Assemblée nationale.»

Collaborateur du Devoir



JACQUES BOISSINOT REUTERS

Les trois chefs de parti lors du débat mardi soir.

Il va y avoir du sport

Les grandes ligues sont-elles à l'abri de la récession?

JEAN DION

Lundi, l'annonce de la décision «mutuelle» prise par la société General Motors et le meilleur golfeur au monde, Tiger Woods, de mettre fin à l'entente de commandite qui les liait depuis neuf ans a remis en lumière, si besoin était, les ennuis considérables que connaît l'économie aux États-Unis. Cela dit, il ne s'agissait pas du premier geste «sportif» fait par GM: déjà, il y a quelques semaines, le fabricant automobile, qui n'avait pas hésité à acheter un espace publicitaire de 60 secondes au coût ronflant de 5,4 millions \$US en février dernier, avait décidé de retirer la plupart de ses publicités du prochain match du Super Bowl.

La question est donc posée: le sport organisé commencera-t-il à son tour à goûter à la médecine de la récession appréhendée? Difficile à croire quand on voit tous les millions qu'il se plaît à distribuer à gauche et à droite, mais voyons voir quand même.

De toute époque, les sports professionnels ont été considérés comme l'un des secteurs d'activité les plus imperméables aux soubresauts économiques. Il s'agit d'ailleurs d'un paradoxe intéressant: certes, on a affaire à une industrie du divertissement, de l'accessoire, et lorsque les temps sont durs, il est logique que le dollar-loisir recule dans les priorités du consommateur et vienne très loin derrière les éléments essentiels: nourriture, logement, carburant hors de prix. En revanche, quand ça va mal partout, l'individu ressent

En Amérique du Nord, le sport brasse du très gros fric et doit plus que jamais compter sur le soutien des grosses fortunes

plus que jamais le besoin de se changer les idées et, ça tombe bien, le sport s'en charge à merveille... Aussi celui-ci s'est-il toujours plutôt bien tiré d'affaire au cœur des crises qui mettaient à mal bien d'autres pans de l'économie. Cette fois, cependant, la situation pourrait être différente. Car le sport a beaucoup, beaucoup changé.

Les salaires

Si on remonte quelques décennies en arrière, on trouve des circuits sportifs où les salaires étaient un peu plus comparables à ceux de la population en général et dont les revenus étaient pour l'essentiel assurés par la vente de billets à prix raisonnable, que l'amateur pouvait (et voulait, pour se changer les idées justement) continuer de s'offrir. Mais depuis une vingtaine d'années, une spirale à peu près incontrôlable s'est fait jour, qui a complètement modifié la donne. Pour toutes sortes de raisons, les salaires ont connu une hausse astronomique, ce qui a forcé les clubs à augmenter leurs revenus de façon draconienne. Afin d'augmenter ces revenus, ils ont fait construire — souvent avec l'injection de fonds publics — de nouveaux stades, toujours plus grands et désormais dotés de loges luxueuses à l'intention des entreprises. Le prix des tickets a augmenté, éloignant l'amateur moyen et donnant une place de plus en plus importante à la classe aisée. La télévision est là depuis longtemps, mais son rôle s'est lourdement accentué, notamment avec l'avènement des chaînes spécialisées.

En somme, en Amérique du Nord du moins, le sport brasse du très gros fric et doit plus que jamais compter sur le soutien des grosses fortunes, individuelles ou entrepreneuriales, dont plusieurs sont touchées par le branle-bas qui s'annonce. Mais qu'arrivera-t-il si un jour ces fortunes n'en sont plus?

Pour le moment, les grandes ligues, à l'exception notoire de la Ligue nationale de hockey, sont relativement bien protégées par les lucratives ententes télévisuelles à long terme dont elles disposent. Mais si ces contrats rapportent tellement, c'est que les réseaux de télévision croyaient pouvoir remplir leurs cases publicitaires à fort prix. Si les gros annonceurs comme General Motors s'en vont, que se produira-t-il? Car il est difficile de justifier devant les actionnaires ou le personnel d'investir dans la publicité quand les clients potentiels n'ont pas d'argent, quand les titres chutent et que des milliers d'emplois sont perdus. De même, si les annonceurs n'annoncent plus, ils ne renouveleront certainement pas la location de leur loge...

Essoufflement

Ce qui ne signifie pas qu'on ne voit pas déjà des signes d'essoufflement. Pour la première fois en cinq ans, les assistances aux matchs des ligues majeures de baseball ont diminué en 2008, de 1 %. L'Association



SHAUN BEST REUTERS

On a souvent accusé le sport professionnel, ces dernières années, de vivre au-dessus de ses moyens.

nationale de basketball a procédé à une réduction de 9 % de ses effectifs récemment. La Ligue nationale de football a ordonné à ses équipes de réduire d'au moins 10 % le prix des billets pour leurs matchs de séries éliminatoires. Et presque tous les dirigeants de ligues ou de clubs ont convenu qu'une ère pénible s'ouvrirait, dont les effets sont toutefois encore inconnus et qui seront déterminés par l'ampleur de la crise.

Autre indice qui ne trompe pas: StubHub, le site Web de revente de billets de sports et de spectacles. Cette année, le prix moyen de revente y a diminué de moitié, et il n'est plus rare de voir des tickets proposés en dessous du coût original.

Dans la LNH, qui ne dispose pas d'un contrat de télévision digne de ce nom aux États-Unis, la situation pourrait être dramatique. Le cas des Red Wings de Detroit a été fréquemment évoqué ces derniers jours: bien que champions en titre, ils n'arrivent plus à remplir leur amphithéâtre. La ville de l'automobile est sans nul doute la plus sévèrement malmenée au pays.

Des billets à neuf dollars sont offerts, et d'improbables rumeurs d'un déménagement de l'équipe ont même commencé à circuler.

Et si les organisations sont passées à tabac, il faudra bien que les joueurs écopent aussi à un moment donné. Bien sûr, dans un avenir prévisible, on continuera de voir des vedettes décrocher des ententes insensées. Mais celles-ci pourraient être l'arbre qui cache la forêt: c'est le salaire médian qui baissera (il a d'ailleurs déjà commencé à le faire). Les plus riches seront encore plus riches, et les moins riches seront plus moins riches.

On a souvent accusé le sport professionnel, ces dernières années, de vivre au-dessus de ses moyens. Finalement, on constate que c'était peut-être le cas de l'Occident au complet. Les prochains mois seront éloquentes et, selon toute probabilité, il va y en avoir, du sport. Reste à voir combien de gens seront présents pour le regarder.

Le Devoir

ENVELOPPES

SUITE DE LA PAGE B 1

Le Parti libéral était habitué aux dons annuels de 100 000 \$ provenant de chacune des grandes banques du pays. L'Alliance canadienne se finançait à coup de dons de 10 ou 20 \$ provenant de militants convaincus. On a su récemment, en lisant la biographie de Paul Martin, que lui non plus n'appuyait pas cette réforme. «Les effets débilissants de la loi sur le parti furent graduels», écrit-il; «ils ne furent pleinement ressentis qu'après que je me fus retiré et que j'eus été remplacé par Stéphane Dion. C'est lui, et je le dis avec regret, qui a le plus souffert d'une loi dont l'objectif premier était vraisemblablement de me nuire.»

En arrivant au pouvoir, M. Harper, loin d'abolir cette réforme, l'a resserrée encore davantage, ramenant les plafonds à 1000 \$. Le geste de cette semaine apparaît comme la suite logique de la pensée du premier ministre.

Au Québec, où le financement populaire a été implanté par René Lévesque, les limites de 3000 \$ ont été maintes fois contestées. Des enquêtes effectuées par *Le Devoir* au fil des ans ont démontré que cela a provoqué toutes sortes de contournements. Les cadres d'entreprises donnent personnellement à un parti politique et se font ensuite rembourser sous forme de «primes» ou de «bonus». Certains craignent que cette hypocrisie soit importée sur la scène fédérale.

«On a plusieurs études, comme vous savez, parce que vous êtes bien informés là-dessus, qui démontrent les effets d'une telle politique, a déclaré le chef du NPD, Jack Layton. Si on s'attaque à la participation des gens dans les partis politiques et aux activités politiques, ça va donner de plus en plus de pouvoir aux plus grandes entreprises. Nous avons besoin de gestes pour combattre la récession, pas pour combattre la démocratie.»

Pour Elizabeth May, il ne fait aucun doute que cette abolition «ouvrira les coffres aux entreprises, aux syndicats et aux groupes d'intérêt».

«Nous avons besoin de gestes pour combattre la récession, pas pour combattre la démocratie»

Proche conseiller de Jean Chrétien, Eddie Goldenberg estime que le versement d'une allocation est une «obligation d'État». «Il est extrêmement important que l'État veille à ce que les partis politiques soient viables», explique-t-il au *Devoir*. En 2002, M. Goldenberg avait cité l'exemple québécois et avait calculé que la limite de 3000 \$ fixée par René Lévesque en 1976 équivalait aujourd'hui à 10 000 \$, d'où le chiffre qu'il avait d'abord proposé. Il craignait lui aussi qu'une limite trop basse multiplie les tentations.

Mourir à l'usure

L'abolition de l'allocation fera certes mal au Parti conservateur, qui perdra du coup 10,4 millions chaque année. Mais les coffres du parti sont pleins à craquer, alors que le Parti libéral, saigné par les courses au leadership à répétition, se retrouvera au bord du gouffre en perdant ses 7,1 millions. Il pourrait s'agir d'une stratégie très bien planifiée.

Le politologue Tom Flanagan, ancien proche conseiller politique de Stephen Harper, prédisait récemment que les «libéraux ne vont pas mourir, ils vont seulement s'estomper». M. Flanagan, qui a encore l'oreille du premier ministre et utilise le «nous» lorsqu'il s'agit du gouvernement conservateur, soutenait qu'il suffisait d'affaiblir financièrement les libéraux pour les faire disparaître.

«La stratégie des conservateurs viable à long terme devrait être la suivante, écrivait-il à la fin de l'été, que l'élection fédérale était imminente: obliger les libéraux à épuiser leurs ressources limitées en multipliant les batailles.»

Traçant un parallèle avec les trois guerres puniques ayant permis à la république romaine d'écraser l'empire carthaginois, il écrivait: «Dans la première guerre punique canadienne, les conservateurs ramènent les libéraux à une minorité. Dans la seconde, ils expulsent les libéraux du pouvoir, même s'ils n'obtiennent pas leur ma-

rité. Qu'arrivera-t-il à la troisième guerre punique canadienne imminente? La destruction des libéraux n'est pas à portée de main. Il y aura sûrement d'autres chapitres à ce livre, mais si les libéraux n'y prennent pas garde, ils pourraient bien, comme les progressistes-conservateurs avant eux, être poussés dans un puits financier dont ils ne pourront plus jamais se sortir.»

Rien d'acquis

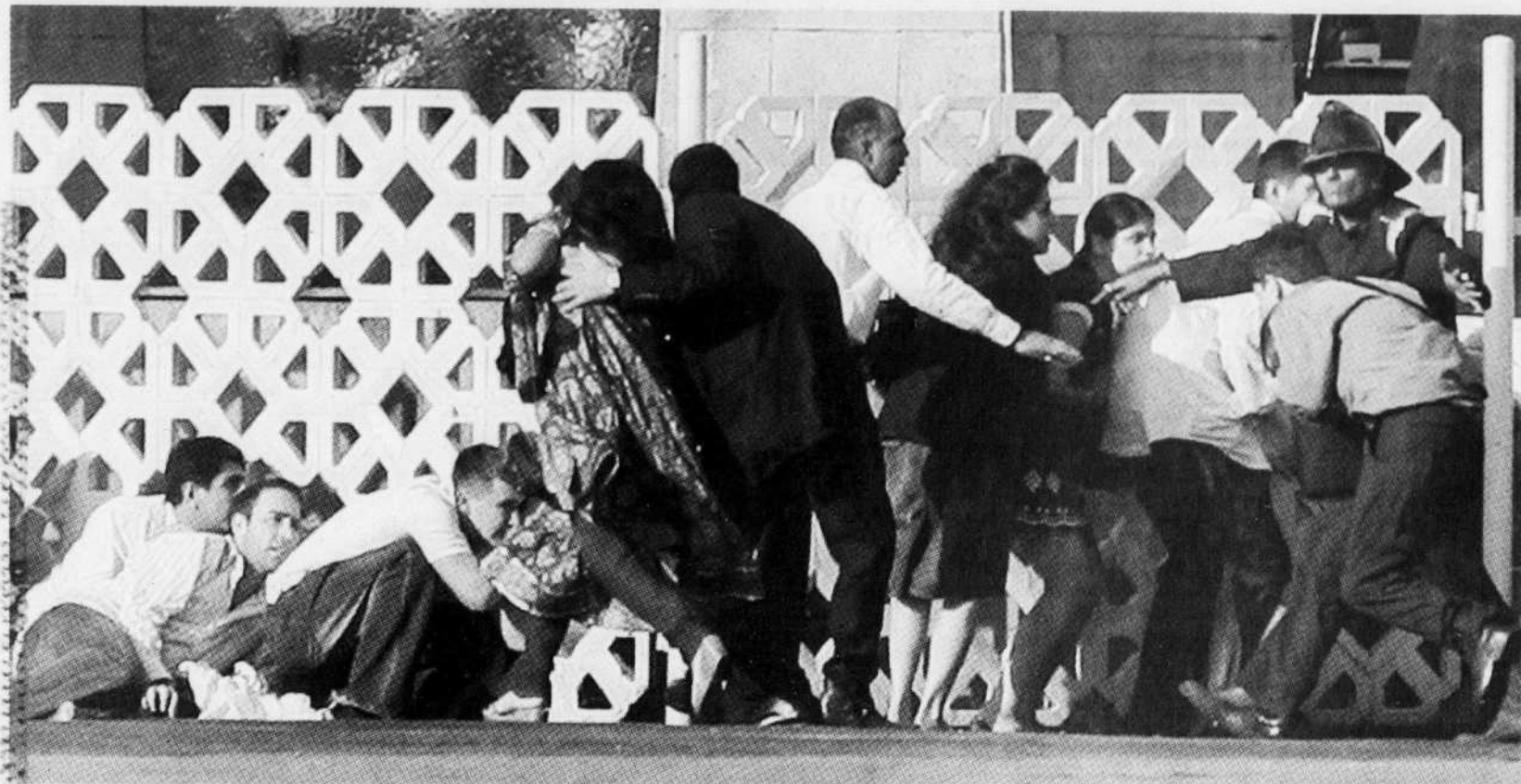
L'adoption de la loi abolissant les allocations aux partis est loin d'être acquise. Les trois partis d'opposition, qui détiennent ensemble 162 députés, contre 143 pour le gouvernement, ont déclaré qu'ils voteraient contre. Les deux députés indépendants, Bill Casey et André Arthur, sont acquis aux conservateurs.

Le controversé animateur a déclaré que ce sera «merveilleux. C'est bien plus démocratique.» M. Arthur dit ne pas comprendre pourquoi les partis politiques recevraient de l'argent des contribuables. Il se vante de ne pas avoir droit à ces allocations en tant qu'indépendant. Lorsqu'une journaliste lui demande s'il devrait alors, pour se mettre lui aussi à contribution, couper son salaire de député, et ce, d'autant plus qu'il occupe un emploi à temps plein en tant qu'animateur quotidien, chauffeur d'autobus et annonceur, il répond, offusqué: «Tant qu'à dire des niaiseries, madame, coupez le vôtre.»

Ce débat risque par ailleurs de raviver d'anciennes controverses. Le Parti conservateur fait encore l'objet d'une enquête d'Élections Canada pour avoir, au terme d'un stratagème complexe, dépensé plus que permis pendant la campagne électorale de 2006. Échadés par le coup bas de cette semaine, les partis d'opposition semblent enclins à ramener ce dossier sur le tapis du Parlement. Et qui sait, peut-être s'amuseront-ils à rappeler que Stephen Harper n'a toujours pas révélé l'identité de 10 importants donateurs à sa campagne au leadership de 2002, lorsqu'il est revenu en politique? «Les gants sont tombés.»

Le Devoir

PERSPECTIVES



Les assaillants à Mumbai ont défendu des revendications qui interpellent pour l'essentiel la société indienne à majorité hindoue.

La montée de l'islamisme indien, avec méthode et folie

GUY TAILLEFER

« Les corps percés de béantes blessures de balles qui saient partout sur le sol, et le hall d'attente s'est transformé en mer de sang. » Scène de terreur vue par les yeux de Pappu Mishra, employé de café de la gare centrale de Mumbai, mercredi soir. En simultané, d'autres Moudjahidines du Deccan, armés jusqu'aux dents, lançaient à proximité des attaques dans deux hôpitaux, un centre culturel juif, deux hôtels cinq étoiles et un bar-restaurant fameux de Causeway Road. Mission accomplie. La méthode employée par les jeunes guérilleros a autant interloqué que l'inhumanité de leur violence.

Les élites nationales et étrangères qui vont dormir au prestigieux hôtel Taj Mahal ne sont pas le commun des Indiens et des touristes qui vont boire une bière au Leopold Cafe. Qu'importe. L'intégrisme ne fait pas ces nuances. Au demeurant, Colaba est tout autant un quartier touristique et d'affaires qu'un quartier résidentiel et populaire. En ciblant ostensiblement des occidentaux, les assaillants ont obtenu, dans la seconde, que les caméras du monde se braquent sur eux. Pour que l'impact soit complet, ils ont trié sur le volet des otages britanniques et américains, donnant à leur opération des accents irakiens de lutte anti-impérialiste.

Dans le même souffle, ils ont défendu des revendications qui interpellent pour l'essentiel la société indienne à majorité hindoue et dénoncent le sort réservé à sa minorité musulmane. « Nous exigeons que tous les moudjahidines soient libérés et que les musulmans d'Inde soient respectés », déclarait à une chaîne de télévision indienne un des preneurs d'otages de l'hôtel Oberoi. Aussi, trois jours plus tard, un certain brouillard, qui se lève lentement, continue d'envelopper la nature et l'identité du groupe terroriste qui a assiégé Colaba. Qui sont-ils exactement? Et, surtout, ont-ils pu concevoir logiquement pareille opération sans un coup de main extérieur de la part des suspects habituels que sont le Pakistan et al-Qaïda? « Auraient-ils voulu semer la confusion qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement », souligne Aurélie Campana, politologue à l'Université Laval. « Mais ce qu'on peut dire à chaud, estime-t-elle, c'est qu'ils cherchaient avant tout à déstabiliser l'État indien. »

Panislamisme

Deux événements, survenus au cours des 20 dernières années, ont radicalisé, sur fond de panislamisme bruyant, une frange de la communauté musulma-

ne indienne. D'abord, la démolition, le 6 décembre 1992, de la mosquée d'Ayodhya, dans l'État septentrional de l'Uttar Pradesh, dont certains villages sont depuis devenus des berceaux de l'islamisme indien. Des émeutes interreligieuses survenues pendant les deux mois suivants, notamment à Mumbai, avaient fait quelque 1700 morts, surtout au sein de la communauté musulmane. L'incapacité de l'État à protéger ce lieu et à empêcher les massacres commis par les activistes hindous a laissé des traces profondes.

Ensuite, dix ans plus tard, les pogroms de 2002 dans l'État du Gujarat: deux mille musulmans avaient alors été tués, non sans que le gouvernement nationaliste hindou du BJP, arrivé au pouvoir, fasse preuve de complaisance.

« Le radicalisme islamiste se serait ainsi enraciné au cœur même de la jeunesse musulmane indienne en réaction aux offensives violentes orchestrées par le fondamentalisme hindou », écrivait cette semaine Frédéric Bobin, correspondant du quotidien *Le Monde* à Delhi. Devant cette « indianisation » du terrorisme djihadiste, il devient moins facile d'imputer en bloc les attentats à des forces téléguidées du Pakistan ou du Bangladesh, comme celle du Lashkar-e-Taiba, une organisation islamiste liée à al-Qaïda, soutenue dans le passé par certains secteurs de l'ISI — les services de renseignement pakistanais — et accusée de nombreux attentats commis en Inde ces dernières années.

Une minorité importante

Jeudi, dans un message à la nation, le premier ministre indien Manmohan Singh, du Parti du Congrès, a répété le refrain selon lequel un groupe basé « en dehors » du pays serait responsable des attentats en série de Mumbai. Les circonstances ne l'autorisaient sans doute pas à faire la part des choses. Il y a un an, après une série d'attentats sanglants, il avait pourtant insisté sur la nécessité de donner plus de place dans la société à une communauté musulmane qui, 60 ans après la partition, suscite encore beaucoup de méfiance chez la majorité. Avec 150 millions de personnes, la minorité musulmane représente 14 % du milliard d'Indiens et constitue la deuxième population musulmane en importance au monde. Les indologues martèlent depuis un certain temps que, si on ne prend en compte ses griefs et si on n'agit pas contre la stupéfiante injustice économique dont elle est victime, l'extrémisme va continuer de croître en son sein.

L'islamisme radical indien a puisé ses sources dans le reste du monde musulman

S'il s'« indianise », il n'en reste pas moins que l'islamisme radical indien a puisé ses sources dans le reste du monde musulman. Sa première manifestation fut le Mouvement islamique des étudiants (SIMI), interdit en 2001. Financé par l'Arabie saoudite, il avait des liens avec des mouvements islamistes du Pakistan, du Bangladesh et de pays du Golfe. Impossible de balayer sous le tapis la possibilité que le soutien du Pakistan aux musulmans du Cachemire n'ait pas eu de ramifications dans le sous-continent. Le groupe des Moudjahidines indiens (MI), apparemment responsable de plusieurs attentats coordonnés à la bombe commis depuis un an et qui ont tué 200 personnes, pourrait être un avatar du SIMI. Celui des Moudjahidines du Deccan, dont les experts doutent en fait de l'existence formelle, pourrait en être un autre.

Zéro sécurité

D'autres informations, relevées par *The Guardian*, font état d'un dédale encore plus complexe d'acteurs et d'influences, impliquant le chef mafieux multi-millionnaire Dawood Ibrahim, accusé par les autorités indiennes d'être le cerveau des attentats commis à Mumbai en 1993, en riposte aux événements d'Ayodhya. « Les derniers attentats portent indéniablement l'empreinte d'Ibrahim », a déclaré à *Guardian* un expert en sécurité de Delhi. De toute évidence, les gens qui ont frappé Mumbai sont un mélange de locaux qui connaissent très bien la ville et de combattants expérimentés qui sont venus par la mer. »

Avec le résultat, dit l'analyste R. Raman, du groupe de recherche indien South Asia Analysis Group, que « le terrorisme djihadiste est devenu une menace pan-indienne dotée d'une idéologie panislamiste. Il faut y faire face avec une stratégie panindienne » qui, pour le moment, fait complètement défaut, dit-il, à l'État fédéral.

Reste que les cibles visées mercredi étaient extrêmement faciles à frapper. Zéro sécurité à la gare centrale; on entre comme dans un moulin au Taj Mahal et au Léopold. Aussi, croit Mme Campana, la question terroriste va inévitablement prendre de la place dans la campagne électorale en vue des législatives qui doivent se tenir vers le mois de mai prochain. Ces attentats commis au nom des musulmans indiens, dit-elle, vont mobiliser les nationalistes hindous. En un mot comme en mille, ils apportent de l'eau au moulin des ultras du BJP.

Le Devoir

THAÏLANDE

Qui sont les « chemises jaunes » et les « chemises rouges » ?

ARNAUD DUBUS

Bangkok — Pour résumer en une formule les bouleversements qui agitent la Thaïlande ces derniers mois — et tout particulièrement ces derniers jours —, on peut dire qu'il s'agit de la Révolution française de 1789, mais à l'envers. Comme la France de l'ancien régime, la Thaïlande du XXI^e siècle est une société bloquée dans ses contradictions, percluse d'archaïsmes, fortement hiérarchisée, où la notion d'égalité est d'importance secondaire. Mais là où les Mirabeau et les Robespierre du Tiers État réclamaient un affaiblissement de l'institution monarchique, plus d'égalité et plus de justice, les Sondhi Limthongkul et les Chamlong Srimuang de l'Alliance du peuple pour la Démocratie — le mouvement anti-gouvernemental à Bangkok, les « chemises jaunes » — réclament moins d'égalité, moins de démocratie et un renforcement de l'institution monarchique, dont l'autorité morale est déjà considérable en Thaïlande.

Quelle est la ligne de séparation entre les « chemises rouges » (les partisans de l'ancien premier ministre Thaksin Shinawatra) et les « chemises jaunes » (les opposants au politicien milliardaire)? Elle est avant tout sociale et régionale. Les « jaunes » sont constitués par tout ce que la Thaïlande comporte de forces conservatrices: bureaucrates, militaires, magistrats, aristocrates, classes moyennes sino-thaïlandaises, petits employés et petits hommes d'affaires des zones urbaines. Les « rouges » sont les forces politiques qu'a réveillées Thaksin: les riziculteurs dont la voix a toujours été ignorée dans le processus politique, travailleurs migrants venus du Nord-Est pour conduire des taxis ou vendre des brochettes à Bangkok.

« Les membres de la classe moyenne citadine, très souvent d'origine chinoise, sont très autosatisfaits. Ils se perçoivent comme plus civilisés que les gens des provinces rurales, ils considèrent être dans une position dominante dans la société », explique Pasuk Pongpaichit, écono-

miste à l'Université Chulalongkorn. La montée en puissance de la démocratie électorale dans les années 90 et 2000 a rendu cette petite élite urbaine mal à l'aise. « Elle a essayé de protéger ses intérêts quand elle a vu le développement de la démocratie électorale et, surtout, que Thaksin Shinawatra fondait la puissance de son parti "Les Thaïlandais aiment les Thaïlandais" sur les gens des campagnes et commençait à parler de réforme fiscale », analyse l'historien britannique Chris Baker, auteur d'une dizaine d'ouvrages sur la Thaïlande.

Des intérêts économiques

À ce conflit sociologique se greffent des querelles d'intérêt plus étroitement économiques. Thaksin est issu de cette classe d'hommes d'affaires sino-thaïlandais, descendants de paysans chinois qui avaient migré au Siam poussés par la pauvreté des campagnes du sud de la Chine. Mais après être arrivé au pouvoir, il a trahi sa classe. « Thaksin, sa famille et son clan ont essayé de contrôler tous les secteurs de l'économie, un par un, puis de détruire les firmes qui dominaient ces secteurs », explique une femme d'affaires impliquée dans le commerce international du riz. Peu à peu, les milieux d'affaires sino-thaïlandais, toujours plus à l'aise avec les dictatures militaires ou les bureaucraties autoritaires, ont commencé à trouver que le plus brillant de leur représentant, parvenu au sommet du pouvoir politique, devenait trop gourmand. La vente défalcassée pour 1,5 milliard d'euros (1,9 milliard \$US) de la firme Shin Corp, appartenant à la famille de Thaksin, à la firme gouvernementale singapourienne Temasek, en janvier 2006, a été la goutte de trop.

Considéré comme « manquant d'éthique », comme « manquant de respect vis-à-vis du roi Bhumibol » et comme faisant la part trop belle aux 20 % les plus démunis de la population, Thaksin est devenu l'ennemi numéro de l'Alliance du peuple pour la démocratie, dirigé par Sondhi Limthongkul, patron de presse aux fortunes diverses qui a longtemps été un partenaire

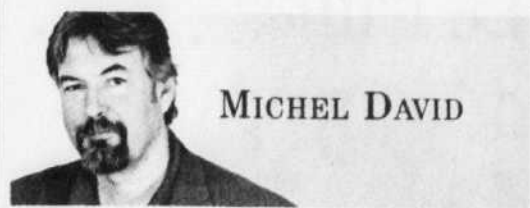


Derrière les militants thaïlandais se terrent d'ambitieux égos.

d'affaires (malheureux) de Thaksin. À son niveau le plus élevé, la crise politique thaïlandaise est un changement en profondeur de la société et des relations entre les divers groupes qui la composent. À son niveau le plus visible, elle est une bataille d'égo entre des hommes qui n'hésitent pas à sacrifier des vies pour satisfaire leurs ambitions personnelles.

Libération

Les mains liées



MICHEL DAVID

À une époque où les meilleures traditions se perdent, cela commençait à devenir inquiétant: après trois semaines de campagne, Jean Charest n'avait pas encore brandi l'épouvantail séparatiste. Heureusement, le chef libéral a finalement découvert que Pauline Marois était souverainiste. J'en connais au PQ qui vont être heureux de l'apprendre.

Peu importe que la tenue d'un référendum soit plus hypothétique que jamais, M. Charest n'allait certainement pas manquer de tirer profit des propos que Mme Marois a tenus lors du débat de mardi, quand elle a dit avoir « les mains liées par le mouvement souverainiste ».

Son appel à confier les destinées du Québec à un homme qui a « les mains libres » était presque clownesque. Comme si l'ancien vice-président du comité du NON n'était pas lui-même menotté par son appartenance au camp fédéraliste! À Ottawa, on sait très bien que sa défense des intérêts du Québec demeure essentiellement une affaire de théâtre et qu'il ne pourrait à aucun prix envisager son avenir en dehors du cadre canadien. Même dans le cas de Robert Bourassa, certains ont pu avoir des doutes. Dans celui de M. Charest, il n'y en aura jamais.

Plutôt que de mettre la population en garde contre des périls imaginaires, le chef libéral devrait s'employer à protéger le Québec contre les dangers bien réels qui le menacent, comme la « reblinguisation » du centre-ville de Montréal.

La plate-forme électorale du PLQ est totalement muette sur la question linguistique. En introduction, M. Charest écrit qu'un des six défis que le Québec devra relever au cours des prochaines années sera de « renforcer notre identité comme atout économique ».

Les deux seuls engagements pris par les libéraux sont l'élimination de la TVQ sur les produits culturels québécois et une hausse de 10 millions du soutien apporté à la production télévisuelle et cinématographique. Ces mesures seraient sans doute les bienvenues, mais le moins qu'on puisse dire est que leur effet potentiel sur la situation du français dans la métropole ne paraît pas évident.

Les libéraux semblent toujours tenir ceux qui s'en inquiètent pour des paranoïaques ou pour des souverainistes. Dans leur esprit, cela revient presque qu'on aime. L'hiver dernier, le gouvernement s'était retrouvé dans l'eau chaude quand la présidente de l'Office québécois de la langue française (OQLF), France Boucher, et la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue, Christine St-Pierre, avaient été accusées de cacher des études qui révélaient la gravité de la situation du français.

La perte de crédibilité de l'OQLF a entraîné, en mars 2008, la fondation d'un nouvel Institut sur la recherche du français en Amérique, qui « se veut un gardien de la langue et compte se maintenir au-dessus de la mêlée politique partisane ».

Il tenait hier un premier colloque, auquel participaient des chercheurs qui ont rompu avec fracas leur association avec l'OQLF au printemps dernier, parce qu'ils étaient en profond désaccord avec sa présidente, notamment le démographe Marc Termote, dont une étude sur l'évolution démographique à Montréal avait été cachée par l'OQLF pendant 18 mois, et son collègue Charles Castonguay, qui vient tout juste de faire paraître un recueil d'articles sous le titre *Avantage à l'anglais! Dynamique actuelle des langues au Québec*.

La journaliste Noée Murchison, du *Journal de Montréal*, auteure d'une enquête sur la langue de travail dans les commerces du centre-ville qui a fait grand bruit, comptait également parmi les conférenciers invités. Une table ronde était animée par le politologue Christian Dufour qui, dans un récent essai intitulé *Les Québécois et l'anglais: le retour du mouton*, écrit: « À certains égards, les Québécois sont engagés dans un angoissant processus d'assimilation ».

Il ne fallait évidemment pas s'attendre à ce que les participants brossent un portrait rose de la situation, mais la noirceur était impressionnante. Selon Marc Termote, la lourdeur des facteurs qui défavorisent le français ne permet d'envisager que deux solutions pour assurer sa pérennité: ou bien le Québec stoppe toute immigration, ce qui le condamne à un déclin démographique et économique certain, ou bien l'État impose l'unilinguisme français dans toutes les sphères de la société.

En fin de semaine dernière, l'ancienne ministre responsable du dossier linguistique dans le gouvernement Bouchard, Louise Beaudoin, aujourd'hui candidate péquiste dans Rosemont, a eu une altercation sur les ondes de Radio-Canada avec l'actuelle ministre, quand cette dernière lui a rappelé qu'en 1996 le gouvernement péquiste avait lui-même tripoté une étude du Conseil de la langue française pour embellir la situation.

Il est vrai que, après avoir elle-même accouché d'un « bouquet de mesures » bien timides à l'époque, Mme Beaudoin est plutôt mal placée pour reprocher à Mme St-Pierre la faiblesse du plan d'action que le gouvernement Charest a dû concocter en catastrophe au printemps dernier.

Pauline Marois est la première chef du PQ à s'engager personnellement à présenter une « nouvelle loi 101 », qui étendra notamment le processus de francisation aux entreprises de moins de 50 employés. Même Jacques Parizeau ne l'avait pas fait.

M. Charest dira sans doute que Mme Marois a les mains liées par son parti sur la question linguistique, mais les siennes le sont tout autant par la clientèle anglophone et allophone du PLQ, qui demeure essentielle à sa réélection. Elle veut bien le laisser pousser des cocoricos pour satisfaire les francophones, mais cela ne doit pas porter à conséquence.

En cette période de crise économique et financière, il est clair que la population a d'autres priorités que la langue, mais M. Charest est le premier à dire qu'il faut voir au-delà de la crise. C'est une chose de laisser le crucifix accroché au mur du Salon bleu, mais l'affirmation de l'identité québécoise passe avant tout par le maintien de la prédominance indiscutable du français.

Il est parfaitement légitime de croire qu'il est plus avantageux pour le Québec de demeurer au sein du Canada. À partir du moment où il renonce à faire bénéficier le français du poids d'un État souverain, M. Charest devrait être le premier à vouloir renforcer la loi 101. À quoi servirait-il d'avoir une seule paire de mains sur le gouvernail, si elles sont attachées?

mdavid@ledevoir.com

ÉDITORIAL

CRISE POLITIQUE À OTTAWA

Le fruit de l'arrogance

Le Canada est à la veille d'une crise économique, ce qui devrait être le moment de rassembler les forces vives de la nation pour traverser cette période difficile. À la place, le premier ministre Stephen Harper a ouvert une crise politique. Plutôt que le dialogue, il a choisi l'affrontement. Résultat: la survie de son gouvernement minoritaire est en jeu.

Le gouvernement conservateur n'a décidément tiré aucune leçon du revers subi aux élections du 14 octobre. À l'entendre, Stephen Harper allait, dans le respect de la volonté des électeurs, travailler à construire des consensus avec une opposition demeurée majoritaire. À la première occasion, celle que lui a fournie l'énoncé économique et financier de jeudi, il est revenu à son habitude d'affronter ses adversaires en les mettant au défi de défaire son gouvernement.

Comme les joueurs compulsifs qui sont sûrs de toujours gagner, le premier ministre tente de rejouer le coup qui l'an dernier lui a porté maintes fois chance et permis l'adoption de l'essentiel de son programme. Sauf que cette fois, il a mal évalué la détermination de l'opposition, dont celle des libéraux qui, même s'ils sont en pleine campagne au leadership, sont prêts à en découdre. Le gouvernement sera soumis bientôt à une motion de confiance qui, si elle lui était refusée, mettrait la gouverneure générale, Michaëlle Jean, devant l'alternative d'ordonner de nouvelles élections ou d'inviter les partis d'opposition à former un gouvernement de coalition.

Le choix de devra faire la gouverneure générale sera délicat. Appeler un gouvernement de coalition serait un recours exceptionnel que seule la proximité des dernières élections justifierait. Et encore, il lui faudrait faire preuve de beaucoup de détermination et d'autorité pour imposer une telle solution. Dans des circonstances similaires, Lord Byng avait en 1926 refusé au premier ministre Mackenzie King la dissolution du Parlement et ouvert une crise constitutionnelle. En sera-t-il de même si Mme Jean suit cette voie? Déjà, certains porte-parole conservateurs criaient hier au coup d'État, faisant valoir que cet éventuel gouvernement de coalition n'aurait aucune légitimité. Le premier ministre Harper y est aussi allé de son refrain, invitant les Canadiens à s'objecter à un geste qu'il qualifie d'antidémocratique.

Le concept même de gouvernement de coalition est nouveau au Canada. Il comporte une part d'incertitude élevée. Il faudra beaucoup d'ouverture au compromis de la part de ses participants. Dans les circonstances actuelles, il s'impose de l'envisager. Libéraux et néo-démocrates font bien de s'y préparer avec l'appui tacite des bloquistes. C'est la seule façon pour l'opposition de remporter son bras de fer avec les conservateurs, qui pour le moment demeurent fermés à tout compromis.

Le report de la motion de confiance au 8 décembre que demande le premier ministre (sait-il qu'il y a des élections ce jour-là au Québec?) pourrait permettre des échanges. Il ne faut pourtant pas être trop optimiste à ce sujet tant l'écart entre les positions du gouvernement et celles de l'opposition est grand.

Sur la question du financement statutaire par l'État des partis politiques, qui est l'un des enjeux de la présente crise, il est difficile d'envisager un moyen terme. Les conservateurs justifient l'abolition de cette mesure pour sa valeur exemplaire à l'approche d'une période économique difficile où les élus doivent donner l'exemple. La vraie justification de cette mesure, n'en doutons pas, est ailleurs.

Les conservateurs de Stephen Harper ont toujours été contre le financement des partis par des fonds publics. Forts d'une tradition de financement populaire héritée du Reform Party, ils ont voté contre cette mesure quand

Jean Chrétien l'a introduite en 2003 afin de compenser les partis qui renonçaient alors aux dons des entreprises et des syndicats. Ils voient ici l'occasion d'imposer leur vision de la démocratie tout en affaiblissant leurs adversaires, surtout les libéraux, qui sont le principal obstacle sur leur route vers un gouvernement majoritaire. Déjà exsangue financièrement, le Parti libéral serait mis *knock-out* financièrement s'il ne recevait plus de contributions de la part de l'État.

Sur le plan des politiques économiques et financières contenues dans l'énoncé du ministre Jim Flaherty, les positions sont tout aussi éloignées. Le gouvernement Harper profite de l'occasion de la récession économique anticipée pour réduire le rôle de l'État, cela au moment où le consensus prévalant dans tout le monde occidental est au contraire d'accroître l'intervention des pouvoirs publics pour soutenir l'économie et stimuler la consommation. Non seulement il fait le contraire en réduisant les dépenses de l'État, mais il braque contre lui tous ceux qui devraient être ses alliés dans ce combat, à commencer par l'opposition aux Communautés. Dommage car, dans le contexte présent, ce dont le Canada a le moins besoin, c'est de l'instabilité politique qui s'annonce.

Devant un tel entêtement, les partis d'opposition ont raison de dire non à ce gouvernement. Ils doivent d'ailleurs se méfier si d'aventure Stephen Harper leur tend la main ces prochains jours. Il leur faudrait s'assurer de la sincérité de la démarche du premier ministre et avoir l'assurance qu'il gouvernera autrement dans l'avenir avant de pactiser avec lui. Harper doit reconnaître que les 37,6 % des votes obtenus le 14 octobre ne l'autorisent pas à se conduire comme s'il avait obtenu un appui majoritaire des Canadiens. Sans de telles garanties, l'opposition sera en droit de le faire tomber et de proposer un gouvernement de coalition. S'il s'allie le Bloc québécois et le Parti vert, un gouvernement libéral-néo-démocrate pourrait prétendre, avec les 60 % de suffrages reçus des Canadiens, à davantage de légitimité que le gouvernement actuel. Pour sa part, le Parti conservateur, s'il est défait le 8 décembre, ne pourra s'en prendre qu'à lui-même et à l'arrogance de son chef.

bdescoteaux@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

LE PLAN HARPER POUR LUTTER CONTRE LA CRISE...



LETTRES

Trop tard pour séduire les infirmières

Il faut du culot quand même! Voilà notre premier ministre qui tente de séduire les infirmières avec ses promesses! Oui! Ce même premier ministre qui a refusé, au cours de son premier mandat, d'améliorer leurs conditions de travail, et, jugeant leurs demandes excessives, leur a imposé rien de moins qu'un décret. Le voilà maintenant en train de promettre des miettes aux nouvelles infirmières et des croûtes aux anciennes pour tenter de les retenir!

C'est tout simplement odieux! Tout de même, M. Charest, vous souvenez-vous de la façon dont les infirmières cliniciennes ont été traitées lors du règlement de la Commission de l'équité salariale? Bien sûr, vous étiez là pour saluer l'arrivée des infirmières praticiennes et la création d'un nouveau type d'emploi. Mais qu'avez-vous fait tout de suite après? Une fois ces infirmières embauchées, vous leur avez imposé un décret à elles aussi! De leur côté, les infirmières cliniciennes attendent toujours les conclusions de la Commission de l'équité salariale. Si j'étais vous, je communiquerais d'abord avec la Commission et verraies à leur demander d'accélérer le processus de révision de l'exercice du maintien de l'équité salariale avant de me mettre à faire des promesses.

Vous entend vanter nos mérites, vanter notre profession, raconter que nous sommes indispensables, précieuses, etc. Pourtant, n'étions-nous pas tout aussi précieuses le 15 décembre 2005, lorsque vous avez mis fin brutalement à nos négociations salariales.

M. Charest, avez-vous déjà eu besoin d'une infirmière au cours de votre vie? Les avez-vous vues courir sans arrêt d'un patient à l'autre, tentant d'en soulager un, de prodiguer les soins à un autre, de répondre à l'urgence d'un troisième,

sans arrêt pendant leur quart de travail? Et tout cela, en sachant à quel point une erreur peut être fatale. Les infirmières sont là pour aider à la guérison des malades et sauver des vies, monsieur le premier ministre. Ne croyez-vous pas que cela mérite une rémunération convenable, à la hauteur de leur formation et de leurs responsabilités?

Chaque infirmière va s'en souvenir le 8 décembre prochain!

Ann Chouinard
 Infirmière clinicienne
 Montréal, le 27 novembre 2008

Lettre aux baby-boomers

Chers baby-boomers, en cette période électorale, nous nous sentons obligés d'ouvrir une discussion et d'amener des réflexions. Loin de nous l'idée de créer un fossé entre les générations sous forme de reproches et de préjugés infondés, nous voulons plutôt vous faire part de nos rêves et de nos aspirations.

Nous ne pouvons commencer sans vous remercier. Merci d'avoir construit l'État québécois que vous nous léguiez aujourd'hui. En sortant le Québec de la Grande Noirceur, vous avez placé les valeurs de justice et d'égalité au premier plan. Une si belle révolution que vous avez faite! Un système d'éducation alors accessible et équitable, un système de santé universel, des programmes sociaux et des étatisations d'organes majeurs virent le jour. Cela a été possible parce que vous aviez la force, la conviction et la détermination pour accomplir ce projet commun. Vous avez même eu le nombre pour faire pencher la balance lors des élections des années 60 et 70. Bref, vous étiez jeunes, vous étiez beaux et vous étiez beaucoup!

Même si nous sommes constamment branchés sur le monde, notre génération rêve également pour ce cher Québec! Elle rêve d'une planète en santé, de transport en commun et d'organi-

sation urbaine responsable. Elle rêve d'un Québec juste, équitable et ouvert, régulé par une économie coopérative à visage humain. Elle rêve de programmes gouvernementaux lui donnant les outils pour foncer vers les défis titanesques de demain. Mais, aujourd'hui, alors que nous commençons à former des familles et sommes prêts à prendre des décisions pour elles, nous nous trouvons dans un gouffre. Eh oui, chers baby-boomers, vous nous étouffez sous votre poids démographique! Les enjeux électoraux sont tournés majoritairement vers les fonds de pensions et la santé, avec des promesses alléchantes de baisses d'impôts. Votre poids électoral est si important que nous ne comptons plus lors des votes. Les enjeux qui définissent notre futur et celui des générations suivantes sont nombreux. Pour faire progresser notre Québec sur la voie du bien commun, nous devons réfléchir à chacun d'eux pour soi-même, mais également pour son voisin. C'est maintenant à notre tour de rêver et d'amener le Québec là où nous le voulons. Nous avons des idées et nous voulons les défendre, mais, pour cela, vous devez nous faire confiance et nous laisser de la place. De la place dans les débats de la sphère publique, durant les élections et aussi dans votre manière de penser. Écoutez nos rêves, et s'il vous plaît, aidez-nous à faire progresser le Québec d'un autre bond!

Nous ne voulons surtout pas votre silence, mais bien votre sagesse et votre écoute active.

Alexandre Ranger
 25 ans, Gatineau
 Valérie Camden
 25 ans, Québec
 Mathilde Forest Rivière
 24 ans, Québec
 Dominique La Salle
 25 ans, Montréal
 Philippe Dupont
 24 ans, Montréal
 Le 28 novembre 2008

REVUE DE PRESSE

Savoir semer la zizanie

Manon Cornellier

Rien pour stimuler l'économie, tout pour favoriser le Parti conservateur. Le gouvernement Harper n'a pas fait l'unanimité contre lui, mais pas loin, la très grande majorité des journaux condamnant le caractère trop partisan de l'énoncé économique. Dans presque tous les premiers commentaires publiés hier, on regrettait que les conservateurs aient oublié si vite l'esprit de coopération affiché une semaine plus tôt.

Le *Toronto Star* rappelle que le premier ministre Stephen Harper avait lui-même dit vouloir travailler avec les partis d'opposition pour faire face à la crise économique mondiale. En lieu et place, les conservateurs ont sorti «leurs crocs partisans» en éliminant le financement public aux partis politiques, question de bien piéger les libéraux. «Malheureusement, faire face à la crise économique mondiale semble avoir été la dernière chose que les conservateurs aient eue à l'esprit.» À part quelques gestes symboliques, dit le *Star*, rien n'a été offert pour contrer le ralentissement actuel. On invite plutôt les Canadiens à attendre, à l'inverse du reste du monde qui s'active déjà. «Harper et les conservateurs semblent préférer faire de la politique plutôt que de s'atteler à la difficile tâche de sauver des emplois et des industries.»

L'*Ottawa Citizen*, qui déplore qu'on oublie trop aisément les citoyens dans tout cela, trouve mesquine et intéressée l'élimination de la subvention aux partis puisqu'elle ne vise qu'à affaiblir l'opposition. Cette subvention a une raison d'être, rappelle le quotidien, car si les fonds ne viennent pas des coffres publics, ils devront venir d'autres contributeurs, ce que la loi limite. De plus, cette subvention donne le sentiment aux électeurs qui appuient des partis lésés par le système électoral actuel que leur vote sert à quelque chose.

Toujours dans le *Citizen*, Susan Riley se demande combien de temps il faudra pour que les Canadiens en aient assez de l'intimidation de Stephen Harper qui, encore une fois, «vise la tête».

«Il a le génie de transformer en un tournemain des alliés potentiels en ennemis.» L'*Edmonton Journal* estime que, au lieu de faire preuve de prudence en ces temps de crise, Stephen Harper a «choisi de parier sur un dangereux coup de poker».

L'élimination de la subvention aux partis n'a rien à voir avec l'économie, souligne le *Globe and Mail*, et ce geste risque de provoquer une crise inutile. «En déstabilisant leur propre gouvernement, les conservateurs ont placé le Canada dans une position désavantageuse vis-à-vis des autres pays. Avec cette partisanerie gratuite, ils ont transformé une crise économique en crise politique.» Pour cela, ils devraient retirer cette mesure, dit le *Globe*. Le quotidien aurait préféré que le ministre des Finances présente au moins aux Canadiens le cadre général d'un éventuel plan de stimulation économique. Le quotidien a l'impression que le gouvernement Harper ne ressent pas le sentiment d'urgence partagé par les autres gouvernements de la planète et qu'il tente de gagner du temps, ce qui n'inspire pas confiance.

Et ça continue

Greg Weston, de SunMedia, est lui aussi indigné. «Alors que les Canadiens ordinaires craignent pour leur emploi, leurs économies, leur maison et leurs pensions au milieu de la pire crise économique depuis des décennies, Stephen Harper et son gouvernement se perdent en futilités et jeux partis sans puérils» pour détourner l'attention d'un énoncé économique centré sur les réductions de dépenses. «Or, comme le reconnaissent publiquement les ministres des Finances à travers le monde, le problème économique actuel ne tient pas à un excès mais à une diminution des dépenses.»

Thomas Walkom, du *Toronto Star*, se demande, quand il entend le ministre dire vouloir donner l'exemple, de quel exemple il parle. En période de ralentissement, la dernière chose qu'on veut est que les gens cessent de dépenser. Walkom croit que l'élimination des subventions aux partis politiques n'est qu'une manœuvre de diversion pour faire oublier le vrai problème posé

par cet énoncé économique, à savoir un appel à la réduction des dépenses personnelles au moment où cela est le moins recommandé.

Même au *National Post*, des critiques se sont levées. John Ivison pense qu'il existe de bonnes raisons d'éliminer le financement public des partis, mais trouve que le moment est très mal choisi pour l'imposer. Son collègue Don Martin trouve la manœuvre conservatrice irresponsable puisqu'elle ne peut qu'unir les partis d'opposition contre le gouvernement, et ce, au pire moment possible. Martin parle d'une «erreur épique» qui ne peut être corrigée que si les conservateurs font machine arrière.

Une bonne affaire

Il y a quand même quelques journaux et commentateurs pour applaudir le retrait des subventions aux partis politiques. C'est le cas de Roy Clancy, du *Calgary Sun*, et de Lorne Gunter, du *Edmonton Journal*. Gunter attribue l'indignation de l'opposition au fait que tous ces partis dépendent de ces subventions, ce qui en fait des «assistés sociaux politiques». Gunter voit mal ce qu'il y a d'antidémocratique dans le fait de forcer les partis à collecter des fonds auprès de leurs supporters.

Le *Winnipeg Free Press* note que la plus grosse part des revenus de tous les partis, sauf le PC, vient du financement public, ce qui a l'effet pervers de permettre la survie artificielle de certains. Quant au reste de l'énoncé économique, il trouve grâce aux yeux du *Free Press*. Il énumère les mesures déjà prises. Il serait possible d'en faire davantage, mais ce n'est pas nécessaire maintenant, dit-il.

Le *Calgary Herald* est du même avis. «Les conservateurs ont annoncé ce qui peut être décrit comme un ensemble de mesures utiles et prudentes, mais épicées d'une surdose de vinaigre pour l'opposition.» Le retrait de la subvention aux partis plaît au *Herald* qui n'en a jamais compris la vertu.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Harper Rule: une gouvernance sexiste et inéquitable

ANDRÉE CÔTÉ

Andrée Côté fut directrice des affaires juridiques de l'Association nationale de 1999 à 2007. Elle est maintenant agente responsable des droits des femmes et des droits de la personne à l'Alliance de la fonction publique du Canada

Depuis que le règne conservateur sévit à Ottawa, le gouvernement Harper s'en prend systématiquement aux femmes. Les mesures annoncées cette semaine dans l'énoncé de politique du ministre Flaherty ne font que porter l'injustice à son comble.

On se souviendra qu'une des premières mesures prises par le gouvernement conservateur, quelques mois après l'élection de janvier 2006, fut d'abolir le financement pour les garderies, une mesure essentielle pour assurer que les femmes n'aient pas à payer un prix disproportionné pour leur participation au marché du travail. Quelques mois plus tard, il nous annonçait son refus de mettre en œuvre les recommandations du Groupe de travail sur l'équité salariale, en faveur de l'adoption d'une loi fédérale sur l'équité salariale. Voilà une autre mesure qui s'en prend directement aux droits à l'égalité des femmes.

À l'automne 2006, le gouvernement fédéral annonçait aussi un changement dans ses politiques de financement du Programme de promotion de la femme, au sein de Condition féminine Canada: dorénavant, il ne finance plus la défense et la promotion des droits des femmes, ni la recherche féministe. Cette mesure a porté un coup dur au mouvement des femmes et a diminué sa capacité de promouvoir des réformes législatives et des politiques mettant en œuvre l'égalité des femmes. Elle a aussi entraîné la mise à pied de personnel dans certains groupes, ainsi que la fermeture du bureau de l'Association nationale femmes et droit, un joueur clé sur la scène pancanadienne depuis 1974.

Toujours en 2006, le gouvernement conservateur a aboli le financement du Programme de contestation judiciaire qui finançait, notamment, des causes types contre des lois ou politiques fédérales qui portent atteinte aux droits constitutionnels à l'égalité des femmes, garantis par l'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés. Ainsi, non seulement le gouvernement porte-t-il atteinte à la capacité des groupes de femmes d'analyser les politiques fédérales et de recommander des réformes égalitaires, mais il nous prive de la possibilité d'avoir recours aux tribunaux pour contester leurs éventuelles politiques discriminatoires.

Par ailleurs, les politiques budgétaires du gouvernement conservateur — on pense à la réduction de la TPS et à la diminution des impôts des grandes sociétés — nous ont coûté plus de 60 milliards, et elles ont sérieusement affaibli la capacité de l'État canadien de financer des programmes sociaux et économiques. Alors que des centaines de milliers de femmes vivent dans la pauvreté la plus abjecte, le gouvernement a adopté au fil des années des mesures qui profitent aux plus riches. En effet, qui bénéficie réellement de la réduction de la TPS si ce n'est les hommes (et les quelques femmes) qui peuvent s'offrir des automobiles de 50 000 \$ ou des bateaux moteurs de 100 000 \$?

Par ailleurs, la politique fiscale que le gouvernement conservateur est graduellement en train de mettre en œuvre en faveur du partage du revenu des couples ne sera d'aucun soutien aux familles où les deux conjoints travaillent. Il s'agit d'une politique qui récompense essentiellement les familles aisées où la personne qui gagne un gros salaire — par hypothèse, monsieur — peut bénéficier d'une importante réduction de son taux d'imposition si madame reste à la maison pour s'occuper des enfants. En d'autres termes, il s'agit d'une mesure fiscale qui récompense les couples qui font un retour à la division traditionnelle du travail dans la famille. Il faut souligner



Le premier ministre Stephen Harper en compagnie de son épouse Laureen à l'aéroport d'Edmonton lors de la récente campagne électorale.

d'ailleurs que le remboursement d'impôt qui sera versé grâce à cette mesure ira dans les poches de monsieur et que rien ne garantit qu'il le partagera avec madame...

Le mouvement antiavortement

D'autre part, il faut se rappeler que tous les députés et ministres conservateurs ont appuyé au printemps dernier l'infâme projet de loi C-484 portant sur les crimes contre les «enfants non encore nés». En prévoyant la «création d'une infraction spécifique pour le meurtre d'un «enfant non encore né» lors d'une agression contre une femme enceinte, ce projet de loi visait indirectement à attribuer une personnalité juridique au fœtus. On sait que ce type de législation — très populaire aux États-Unis — peut être employé pour criminaliser des femmes et intimider les médecins qui pratiquent des avortements. Il s'agit clairement d'une des stratégies déployées par le mouvement antiavortement nord-américain afin de restreindre le droit des femmes à l'avortement. Bien qu'il s'agisse d'un projet de loi privé, C-484 a reçu le soutien presque unanime des conservateurs, y compris du premier ministre Harper.

Il est inquiétant de constater que les membres du Parti conservateur réunis pour leur convention ont adopté il y a quelques semaines une résolution appuyant ce type de projet de loi. Quoique le ministre de la Justice ait affirmé avant le déclenchement des élections fédérales cet automne qu'il n'appuierait plus un tel projet de loi, il est à prévoir qu'un des députés du «caucus pro-vie» ne tardera pas à déposer un nouveau projet de loi privé.

L'énoncé «économique» du ministre Flaherty constitue une étape de plus dans cette campagne sexiste du gouvernement Harper et représente une grave menace aux droits des femmes. Le gouvernement semble laisser entendre qu'il a l'intention de retirer aux femmes œuvrant dans la fonction publique fédérale le droit de porter plainte devant la Commission canadienne des droits de la personne pour violation de l'équité salariale. Il faut rappeler que, lorsque les travailleuses de la fonction publique ont formulé leurs revendications en matière d'équité salariale au début des années 1980, le gouvernement fédéral a eu recours à une foule de stratégies dilatoires afin d'éviter de réajuster leurs pratiques

salariales. Le gouvernement a tout fait pour ne pas être obligé d'accorder aux femmes un salaire égal pour un travail d'égal valeur. Cela aura pris 15 ans d'études, de négociations, de démarches devant la Commission canadienne des droits de la personne et de la Cour fédérale pour que le gouvernement accepte finalement de régler le dossier en 1998.

Le gouvernement a-t-il profité de cette expérience pour réviser ses systèmes de classification et s'assurer que le travail effectué par les adjointes administratives, les bibliothécaires, les agentes et les autres fonctionnaires soit reconnu et rémunéré à sa juste valeur? Au contraire, il a refusé de procéder à la révision de la classification, malgré des années de pression de la part de l'Alliance de la fonction publique du Canada. Il s'est finalement engagé à entreprendre une telle révision dans le cadre de l'entente de principe qui est intervenue le 23 novembre dernier, entre le Conseil du trésor et l'AFPC. Le gouvernement s'est notamment engagé à «consulter» le syndicat lors de cette révision. Mais nous craignons qu'avec l'annonce du ministre Flaherty, le gouvernement veuille retirer le droit de porter plainte devant la Commission canadienne des droits de la personne en cas de violation de l'équité salariale. Il justifie cette dernière mesure en nous disant que c'est au syndicat que revient la responsabilité de s'assurer que les femmes auront l'équité salariale dans le cadre des négociations de convention collective. Mais du même coup il nous annonce la suspension du droit de grève dans la fonction publique fédérale!

Il y a quelques jours, l'ONU rendait publics ses constats et recommandations quant au respect par le gouvernement canadien de ses obligations en vertu de la Convention relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Comme en 2003, le Comité de la CEDEF estime que le Canada n'en fait pas assez et qu'il doit adopter des mesures spéciales pour promouvoir l'égalité des femmes, notamment en matière d'équité salariale. Il est désolant de constater que le gouvernement Harper gère la chose publique en regardant dans le rétroviseur de l'histoire. Il nous ramène en arrière et met en péril les acquis du mouvement des femmes et du mouvement syndical. Mais il le fait à ses risques et périls.

Qui sommes-nous?



DENISE BOMBARDIER

La foire d'empoigne à laquelle nous avons assisté mardi soir, alors que ceux qui réclament le droit de nous représenter se sont proprement engeulés, maugréant pendant que l'adversaire s'exprimait, martelant la même phrase *ad nauseam* et se montrant du doigt comme le font les malpolis, ce triste spectacle qualifié de viril par des rigolos nous instruit sur ce que nous sommes collectivement.

Aux États-Unis, le pays qui a porté le *show-business* à son faite, les débats électoraux sont une institution qui se vit dans le décorum et la dignité, ce qui démontre que nos voisins font la différence entre le *show-business* et les rites de la vie politique. D'ailleurs, c'est une commission indépendante des partis et des réseaux de télévision qui organise ces débats, dont l'encadrement empêche le dérapage. La formule, même corrigée après les demandes du Parti libéral afin d'éviter que le premier ministre sortant, Jean Charest, soit traqué comme un lapin, nous a donné un spectacle désolant et politiquement indigent. Et ça n'est pas la satisfaction exprimée par les réseaux de télévision, qui ont fait le plein de téléspectateurs, et les commentaires mous ou complaisants des uns et des autres qui nous convainquent. Ce débat où Jean Charest a su protéger la dignité de sa fonction tout en esquivant les questions, où Pauline Marois a prouvé son agressivité et son habileté marquée à escamoter ses décisions passées, où enfin Mario Dumont a su avec aisance se mettre au niveau politique populiste qui est le sien, c'est-à-dire au ras des pâquerettes, ce débat renvoyait aux vieux démons de nos guerres fratricides et à notre acharnement à détruire tout décorum.

Le problème vient du fait qu'on a peur que le «show soit plate». Dans toutes les circonstances, d'ailleurs. Chaque fois qu'on reçoit une invitation, on se pose la question: «Ça va-tu être plate?» On cherche l'action, le fun, le bon gros fun. On veut qu'il se passe quelque chose et que la familiarité soit au rendez-vous. On veut que tout le monde soit comme nous, qu'on soit comme les autres. «Egal» est le mot culte. On n'aime pas les faiseurs, ceux qui «perlent» comme on dit, ceux qui se prennent pour d'autres — pour qui, on ignore —, et surtout on ne supporte plus les rites et un minimum de formalisme, ces inventions par lesquelles l'homme hiérarchise ses comportements.

Labandon progressif des rites de la culture traditionnelle marquée par la religion nous a placés devant un vide que nous tentons de combler avec les moyens qui sont à notre portée, inspirés de ce que nous renvoyait les médias. Autrement dit, nous organisons nos vies comme des shows. Des bons et des moins bons. Les grands rites de passage — naissance, mariage, décès — sont souvent laminés par des mises en scène où la caricature et le vaudeville le disputent à l'insignifiance, au sens premier du terme. Pour parler clairement, l'inculture règne.

Un lecteur à qui je suis reconnaissante m'a fait parvenir un courriel dans lequel il me décrit deux événements auxquels il a assisté et qui l'ont plongé dans le désarroi. Il s'agit d'un mariage et de funérailles. Un ami à lui a pu célébrer le mariage de son fils, car on sait que n'importe quel citoyen peut désormais recevoir l'autorisation du ministère de la Justice de marier ses amis ou un membre de sa famille. Cette démocratisation, car c'est sans doute l'objectif d'un tel changement, participe d'une volonté de désacraliser une institution dont on sait à quel degré elle est déjà dévalorisée. Il faut avouer que le cérémonial (le mot est trop fort) qui entoure le mariage civil, où l'on se retrouve devant un fonctionnaire habillé à la va-vite et qui fait signer des papiers, a de quoi déprimer les plus amoureux des mariés. Le père, célébrant brillant et instruit, a donc lu un texte de son cru où l'émotion a vite cédé le pas à la blague. Mais le clou de la cérémonie fut que ce dernier portait une soutane et un bonnet d'évêque loués pour la circonstance, transformant ce moment en farce. Nous avons tous assisté à ces mariages où le loufoque est présenté comme de l'audace. Mariage dans une piscine, mariés déguisés en cow-boys avec le cheval pour témoin, sans oublier le recours à des pasteurs d'églises éphémères, voire virtuelles.

Nous assistons aussi, à l'instar de notre lecteur, à des funérailles où nous sommes renvoyés à un silence lourd, car aucun cérémonial n'a été prévu. À l'occasion du décès d'un collègue, notre lecteur, quant à lui, s'est retrouvé dans une église remplie d'universitaires. Après les applaudissements à l'entrée du cercueil, un diaporama fut présenté qui retraçait la vie du défunt, séjours en Floride compris. Puis il y eut des orateurs étranglés de larmes, parmi lesquels une dame accompagnée de son chien. Est-il possible que cette banalisation de la mort et des rites de passage en général corresponde à l'état d'esprit d'aujourd'hui? Combien sommes-nous à éprouver un malaise devant l'absence de paroles sacrées, ritualisées, lorsque nous assistons à des funérailles dépourvues de toute liturgie religieuse ou laïque? Plusieurs se sentent bousculés et décontenancés par l'absence de gestes symboliques, de propos formels et d'un décorum qui n'est qu'une forme de politesse de l'esprit mise à mal par les tenants du nivellement des comportements humains et des pontifes du *show* à tout prix.

denbombardier@videotron.ca

Campagne électorale 2008

La participation politique des femmes est loin d'être une priorité pour les partis politiques

LOUISE PAQUET

Chargée de cours, École de travail social de l'UQAM
Consultante sur la participation citoyenne et politique des femmes, UNIFEM

Encore une fois, les prochaines élections au Québec permettront de constater que, pour les partis politiques, la participation politique des femmes est loin d'être une priorité. Un examen des mises en candidature officielles est révélateur. L'ensemble des partis politiques présente 31 % de femmes, soit 200 sur un total de 651 candidatures. Il s'agit de la même proportion que lors des élections de 2007 qui, rappelons-le, avaient été marquées par une baisse des élus à l'Assemblée nationale (de 38 à 32 élus, soit de 30,4 % à 25,6 %).

Plutôt que d'aller dans la bonne direction, les trois partis politiques représentés à l'Assemblée nationale diminuent leurs efforts. Ainsi, comparativement à 2007, le PLQ présente 40 candidates (32 % au lieu de 44; le PQ, 39 (31 % au lieu de 41 et l'ADQ, 25 (20 % au lieu de 26). Encore une fois, Québec solidaire se maintient bien en haut du peloton, tout comme en 2007, en présentant 65 femmes, soit 53 % des candidats. Finalement, le Parti vert voit son nombre de candidates diminuer légèrement (16 au lieu de 18).

Dans le cas du PQ et de l'ADQ, la baisse des candidatures féminines se poursuit depuis 2003. Quant au PLQ, après avoir impressionné avec le premier cabinet paritaire de l'histoire du Québec, il est décevant de voir que celui-ci ne maintient pas sa progression. Le chef du PLQ ne peut certainement pas invoquer le déclenchement rapide des élections et le manque de temps pour justifier cette situation... puisque c'est bien lui qui a décidé de la tenue de ces élections hâtives. À la lumière de ces résultats, on peut donc s'interroger sérieusement sur les énergies réellement investies par ces partis pour assurer le recrutement, la préparation et l'investiture des



Les trois partis politiques représentés à l'Assemblée nationale ont diminué leurs efforts.

femmes. Ce type de stratégie doit se développer sur plusieurs années et non en quelques semaines dans l'effervescence d'une campagne électorale. Chose certaine, il est évident que l'augmentation de femmes élues à l'Assemblée nationale passe nécessairement par l'augmentation des candidatures féminines.

Lors des élections du 8 décembre, il y aura 16 circonscriptions où l'électorat n'aura que le choix d'élire un homme puisque aucune candidate n'y est présentée. Évidemment, la situation inverse n'existe pas... Et il y aura sept circonscriptions où très majoritairement les femmes se feront la lutte entre elles (par exemple, cinq femmes et deux hommes ou quatre femmes et deux hommes). Car, au-delà du nombre de candidates, le fait que les femmes s'opposent entre elles dans une même circonscription influence le nombre de femmes élues. Et c'est souvent une stratégie des partis traditionnels d'opposer une femme à une femme.

Troisième facteur qui joue dans l'élection des

femmes, c'est le fait qu'elles soient placées dans des circonscriptions pouvant être remportées par leur parti plutôt que dans des comtés perdus d'avance! Ainsi, on peut se demander si la candidate du PLQ dans Hochelaga-Maisonneuve et celle du PQ dans D'Arcy-McGee ont de véritables chances de l'emporter? Mais seule une analyse «comté par comté» permettrait de voir à l'échelle du Québec quelles sont les candidates ayant de véritables possibilités d'être élues dans leur circonscription.

Fait à noter, l'électorat ne discrimine pas les candidatures féminines. C'est même plutôt le contraire d'après les résultats des élections antérieures. Le problème est davantage que l'on ne lui donne pas suffisamment l'occasion d'élire des femmes.

Les élections du 8 décembre prochain pourraient être encore une fois très décevantes sous l'angle de l'objectif de la parité au sein de l'Assemblée nationale. Malgré les pressions effectuées depuis plusieurs années par le mouvement féministe afin que des efforts soient effectués en ce sens, les partis sont sourds à ces revendications. Le temps de laisser une complète liberté aux partis politiques d'agir dans cette direction est révolu. Il faut adopter un cadre plus contraignant et des mesures positives structurantes pour y arriver. Pensons seulement à l'obligation des partis de présenter au Directeur général des élections du Québec un plan d'action en la matière et de rendre des comptes annuellement sur les efforts consentis ou encore à la mise en place de primes allouées aux partis en fonction du pourcentage de femmes qu'ils font élire.

Quel que soit le gouvernement élu le 8 décembre prochain, les solutions sont connues depuis longtemps déjà et le mouvement féministe dénonce toujours le retard dans leur mise en application. Dans le fond, c'est la volonté politique qui fait défaut. Quand un parti susceptible d'accéder au pouvoir prendra-t-il un engagement clair à ce sujet?

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandré Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (opinion), Lucie-Gilles Francœur (environnement), Pauline Gravel (économie), Jean Mylon (opinion et faits de société), Louise-Maude Blouin Soucy (santé), Alexandre Shléon (général), Philippe Pagnon (opinion), Information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzatti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Durrain (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Levesque (reporter), Information culturelle et culturelle du week-end : Julie Carpentier (opinion), Information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (opinion); Information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (opinion international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précorat (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Michèle Malenfant et Christine Dumais (correctrices); Benoît Mungier (responsable du site Internet); Émile Follis-Boivin et Vincent Cauchy (communis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (adjointe), Olivier Spéziel (Québec), Monique Bherer (Ottawa). PUBLICITÉ Julie Chretien (directrice adjointe), Amélie Besette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Bolland, Marlène Côté, Amélie Maltin, Claire Paquet, Geneviève Poirier, Chantal Rivest, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaidin (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemanits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRACÉ Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisbois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

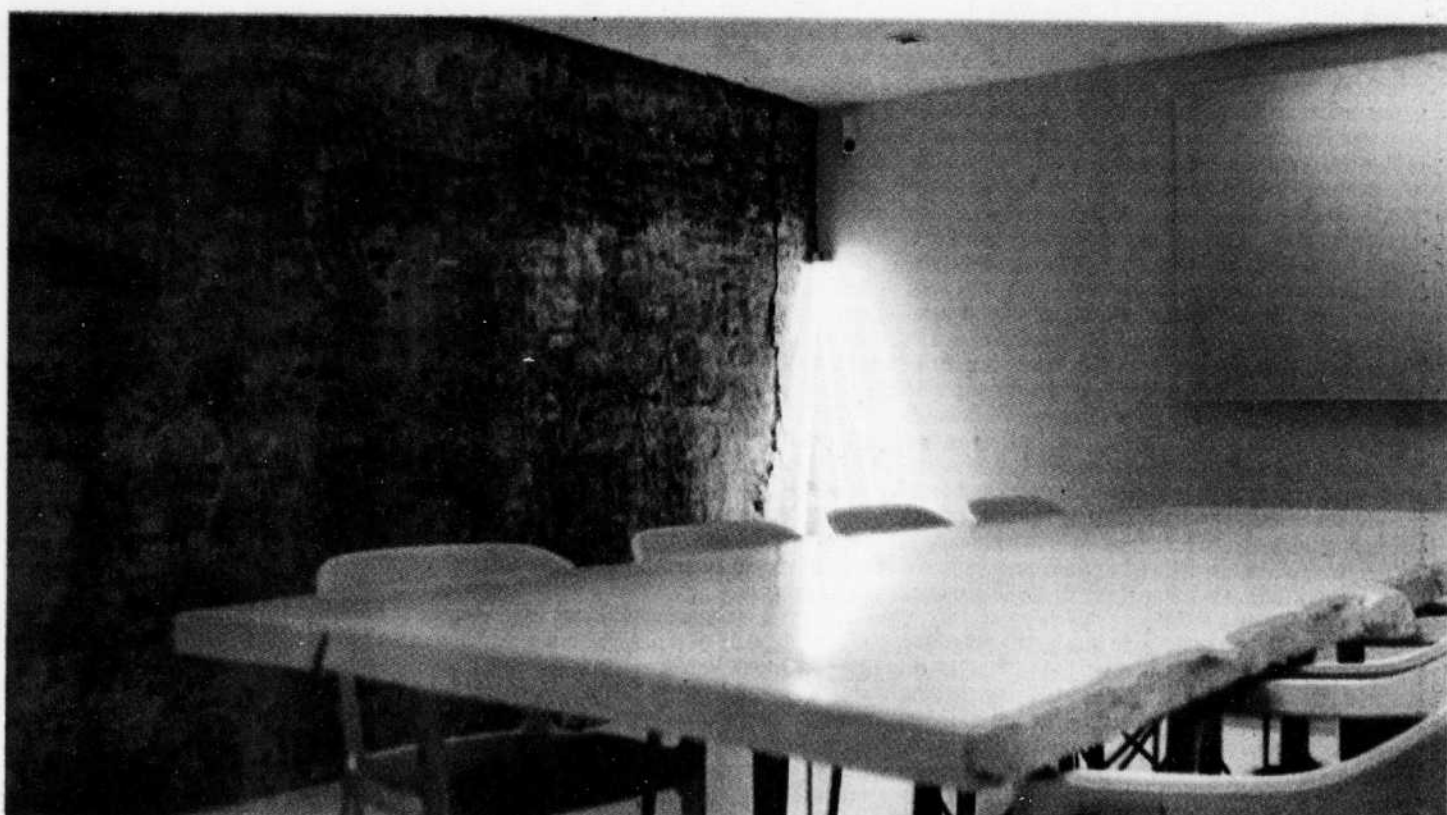
DESIGN + ARCHITECTURE



Un vent de créativité venu d'ici

La montréalaise Sid Lee vient d'inaugurer une agence-atelier-boutique à Amsterdam

Sid Lee suit la vague du succès, entraînant dans son sillage un banc de créativité venu d'ici. L'agence, qui vient tout juste d'inaugurer un nouvel espace de création à Amsterdam, met en effet le design montréalais à l'honneur. Par l'intermédiaire de Sid Lee Collective, l'agence encourage déjà beaucoup les jeunes designers de chez nous, mais avec ce nouveau lieu en Europe, Sid Lee va plus loin en s'affirmant comme créateur de produits de design et distributeur de créations uniques. «Sid Lee loves design», mais le design l'aime aussi!



Un mur brut ancien se marie avec une touche contemporaine de néon dans cette salle de conférence.

PHOTOS EMMANUELLE VIEIRA

EMMANUELLE VIEIRA

Amsterdam — Situé au 70, Gerard Doustraat, une petite rue branchée d'Amsterdam, le nouvel espace de Sid Lee se définit au premier abord par une façade noir mat sur laquelle des icônes montréalaises sont peintes en noir brillant. Des escaliers en fer forgé à la fleur de lys, du portrait du maire Jean Drapeau à l'inscription «Made in Montreal», tout est là pour évoquer subtilement l'âme de notre ville et inviter à célébrer la créativité de chez nous.

Ces illustrations vivantes sont de Team Macho, des créateurs torontois qui suivent Sid Lee depuis quelques années et dont les œuvres sont exposées à l'intérieur de la galerie. «Notre collaboration avec Sid Lee est une expérience fascinante, expliquent les membres de Team Macho. Nous avons une façon de travailler qui se marie mal à l'univers commercial de la pub, pourtant cela n'a posé aucun problème aux gens de Sid Lee... Leur état d'esprit positif, conjugué avec l'effervescence du processus de création et l'absence de directives trop contraignantes de la part de l'agence, nous a totalement libérés pour faire ce que nous faisons de mieux: nous dépasser», poursuit Team Macho.

Pour eux, l'espace Sid Lee à Amsterdam est un bel accomplissement et le témoignage d'un mode de pensée décalé et courageux propre à cette agence unique en son genre. La mise en place de ce type d'espace mixte avait déjà vu le jour auparavant mais n'avait jamais été réalisé de façon aussi précise ni aussi poussée, selon eux.

Espace multifonctionnel

Inauguré le 20 novembre dernier devant plus de 300 invités néerlandais et étrangers, le nouvel espace multifonctionnel de Sid Lee est à la fois agence de publicité, plateforme publique de création, espace d'exposition, boutique et restaurant-bar. Dans un même lieu transitent les créateurs de l'agence, les acheteurs, le public venu suivre un atelier ou en-



L'espace central entre la boutique et le café.

core les clients du restaurant-bar qui entrent pour visiter l'exposition en cours. Situé dans le quartier émergent du Pijp à Amsterdam, le nouveau local est ouvert aux deux extrêmes, donnant d'un côté sur une rue de Sid Lee. Telle une surface organique, le plancher se déroule en suivant le sens longitudinal de l'espace. Dénivelé par endroits, le sol devient table, brisant toute perspective classique en prenant des envolées soudaines.

Le plancher se déroule en suivant le sens longitudinal de l'espace.

Dénivelé par endroits, le sol devient table, brisant toute perspective classique en prenant des envolées soudaines. Le sol, symbole de créativité, rallie les différents espaces, l'autre lien se faisant par les parois vitrées et les jeux de lumières et de couleurs. Ce sol aux lattes de bois écartelées fait également penser au pont d'un navire. Sur ce pont installé au cœur d'Amsterdam, Sid Lee partage, donne et reçoit... «Il ne s'agit pas seulement de Sid Lee, dit Jean-François Bouchard, président et associé principal de l'agence. Ce lieu incarne l'ouverture des gens vers la créativité, les idées. Il y a beaucoup de points communs entre Montréal et Amsterdam, et il est tout naturel de venir ici avec un esprit curieux. Plus on est généreux en matière de créativité et plus on reçoit», poursuit-il, un grand sourire aux lèvres.

Et c'est ainsi que le beau navire de Sid Lee décide d'emporter dans

son sillage le design d'ici, des créations méticuleusement choisies pour leurs qualités et les histoires qu'elles portent en elles. On peut découvrir dans la boutique les bijoux de Pearls Before Swine, les montres et réveille-matin de Furni, les meubles et lampes de Castor Design (Toronto), les chaises-cintres de Philippe Malouin, des vêtements de Krane (Toronto) et des robes de Renata Morales, des t-shirts sérigraphiés de la griffe Adieu, des chandails de Complex Geometries et même des disques vinyles de compositeurs montréalais, ainsi que des t-shirts inspirés des affiches «Montreal Ville UNESCO de design».

«Tous ces designs seront renouvelés régulièrement», explique Frédéric Gauthier, directeur de Sid Lee Collective et responsable du projet. Nous avons choisi des créateurs de chez nous pour avoir une exclusivité, ce qui permet de se démarquer par rapport aux commerces d'ici. On trouvera en boutique des nouveautés régulières, mais nous comptons aussi établir des collaborations sur le long terme avec des designers dont le travail nous intéresse.»

C'est ce qui s'est produit par exemple avec les robes de Renata Morales «Sid Lee nous a passé une commande en nous indiquant qu'il souhaite des robes très urbaines et faciles à porter pour une clientèle européenne», précise Renata Morales. Nous avons eu carte blanche, et son



Les deux entrées, rue Gerard Doustraat à Amsterdam.

une ouverture d'esprit internationale qui leur donne un avantage sur les autres boîtes canadiennes. Le concept d'agence-boutique-atelier se mariera très bien avec l'ambiance du quartier dans lequel Sid Lee Collective s'est installé. C'est un concept à la fois différent et bienvenu; les boutiques de design possèdent souvent une image snob et élitiste, alors pourquoi ne pas se détendre tout en magasinant pour les visiteurs, ou bien socialiser tout en travaillant pour les employés?»

La boutique, pour lui comme pour beaucoup d'autres designers montréalais, est un nouveau point de vente à l'étranger, souvent le premier. Cette collaboration avec Sid Lee est une façon de faire connaître leur travail aux Canadiens aussi bien qu'aux Néerlandais ou aux Européens.

En souhaitant lancer sa propre marque de design, Sid Lee sera amenée à travailler à moyen et long terme avec de nombreux créateurs choisis pour concevoir des collections spécifiques au collectif, destinées principalement à la boutique d'Amsterdam et possiblement à d'autres boutiques choisies. L'agence voudrait accroître sa visibilité, développer des réseaux entre les univers de la pub et du design tout en continuant de faire la promotion des créateurs d'ici.

En attendant, malgré la récession, l'agence vit cette traversée de l'Atlantique avec palpitation. «Le risque est l'un des moteurs fondamentaux de Sid Lee. Nous vivons cette aventure en écrivant une nouvelle page de notre histoire et du design québécois. La nouveauté stimule toujours la créativité», souligne Philippe Meunier, cofondateur et chef de la création de l'agence.

Collaboratrice du Devoir

emmanuelle.vieira@gmail.com

■ Liens: www.sidlee.com, www.sidleecollective.ca, www.sidleecollectiveshop.com, www.complexgeometries.com, www.teammacho.com, www.castordesign.ca, www.furnicreations.com, www.aquavo.com, www.kranedesign.com, www.renatamorales.com, www.pearlsbeforeswine.ca, www.philipmalouin.com.